

Réalisations du projet EU4SUN en GUINEE

Transformer les engagements politiques en actions concrètes pour accélérer les progrès nutritionnels



Le projet EU4SUN 2023-2026, financé par l'Union Européenne visait à intensifier et améliorer les interventions en matière de nutrition à travers un dialogue multipartite et la coopération intra- et inter-régionale sur les questions de malnutrition.

En Guinée EU4SUN a accompagné toute la stratégie de redynamisation du secteur de la nutrition au travers de plusieurs missions entre 2024 et 2026: la préparation au sommet N4G et la formulation d'engagements internationaux en matière de nutrition, l'analyse budgétaire des dépenses nationales de nutrition et la création d'une plateforme d'information nationale

Principal partenaire : le Comité National Multisectoriel du Système Alimentaire et Nutritionnel (CNMSAN) placé sous l'autorité de la Primature.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN ANALYSE BUDGÉTAIRE ET PLAIDOYER POUR LA NUTRITION EN GUINÉE

MESURER LES INVESTISSEMENTS D'AUJOURD'HUI POUR AMÉLIORER LA NUTRITION DE DEMAIN



Comment lutter efficacement contre la malnutrition sans savoir combien est réellement investi dans la nutrition ? Comment orienter les ressources vers les interventions les plus efficaces sans disposer d'une vision claire des dépenses publiques ?

La nutrition, un investissement essentiel pour le développement de la Guinée

La nutrition constitue l'un des fondements du développement humain, social et économique. Pourtant, en Guinée, la malnutrition demeure un défi majeur qui affecte encore des centaines de milliers d'enfants, de femmes et de ménages vulnérables. Investir dans la nutrition, c'est investir dans la santé, l'éducation, la résilience et la prospérité d'un Pays

La malnutrition reste un enjeu majeur

Malgré des progrès enregistrés ces dernières années, près de 350 000 enfants souffrent encore de malnutrition aiguë, dont environ 100 000 sous une forme sévère nécessitant une prise en charge urgente. Plus d'un enfant sur quatre est affecté par la malnutrition chronique, compromettant durablement sa croissance physique, son développement cognitif et ses capacités d'apprentissage

Elle compromet les apprentissages et la réussite scolaire

Les conséquences dépassent largement le seul secteur de la santé. Une mauvaise nutrition au cours des 1 000 premiers jours de vie, de la grossesse jusqu'aux deux ans de l'enfant, peut entraîner des retards de développement irréversibles, une moindre réussite scolaire, une réduction de la productivité à l'âge adulte et des revenus plus faibles tout au long de la vie.

Elle réduit la productivité et les revenus futurs des individus

À l'échelle nationale, la malnutrition freine la constitution du capital humain, augmente les dépenses de santé, réduit la productivité de la main-d'œuvre et limite le potentiel de croissance économique du pays. Longtemps considérée comme une conséquence de la pauvreté, elle est aujourd'hui reconnue comme l'une de ses causes structurelles, alimentant un cercle vicieux de vulnérabilité, de faibles revenus et d'inégalités.

Elle augmente les dépenses de santé et la vulnérabilité aux maladies

La Guinée fait également face à une double charge de la malnutrition : alors que la sous-nutrition persiste dans de nombreuses régions, les cas de surpoids et d'obésité progressent rapidement, augmentant les risques de maladies chroniques et les coûts pour le système de santé.

Objectifs

Renforcer les capacités du CNMSAN, de la Primature et des ministères sectoriels afin de conduire de manière autonome l'analyse budgétaire des dépenses publiques liées à la nutrition, d'améliorer le suivi des investissements et de développer un plaidoyer fondé sur des données probantes pour accroître les financements en faveur de la nutrition.

LE CNMSAN

Face à ces enjeux, le gouvernement a adopté une approche multisectorielle de la nutrition. Membre du Mouvement SUN depuis 2013, la Guinée s'est dotée d'un Plan Stratégique National Multisectoriel de Nutrition et a créé en 2021 le Comité National Multisectoriel du Système Alimentaire et Nutritionnel (CNMSAN) placé sous l'autorité de la Primature afin de coordonner les actions des différents ministères, partenaires techniques et financiers et organisations de la société civile.

1^{ère}

ANALYSE BUDGETAIRE DE LA GUINÉE EN MATIÈRE DE NUTRITION

ÉVOLUTION DES DÉPENSES NUTRITIONNELLES

-71%

ENTRE 2021 ET 2024

TAUX D'EXECUTION DU BUDGET NATIONAL

13%

EN 2024

BUDGET NATIONAL

2%

CONSCRÉ À LA NUTRITION

CHIFFRES CLES

DÉPENSES INDIRECTES

97%

SENSIBLES À LA NUTRITION

DÉPENSES NUTRITIONNELLES

90%

PORTÉES PAR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ



L'analyse budgétaire – c'est quoi ?

Une analyse budgétaire de la nutrition consiste à identifier, suivre et analyser les ressources publiques consacrées à la nutrition dans les différents secteurs de l'État (santé, agriculture, protection sociale, éducation, eau et assainissement, etc.).

Elle permet de distinguer :

- **les dépenses spécifiques à la nutrition**, qui ont un impact direct sur l'état nutritionnel (prise en charge de la malnutrition aiguë, supplémentation en micronutriments, cantines scolaires, etc.) ;
- **les dépenses sensibles à la nutrition**, qui agissent sur les déterminants sous-jacents de la nutrition (agriculture, protection sociale, accès à l'eau, santé primaire, etc.).

Ces analyses s'appuient sur des méthodologies internationales et permettent d'identifier les lignes budgétaires liées à la nutrition et d'évaluer leur importance dans le budget national. Il en existe trois différentes (Mouvement SUN, Banque Mondiale et Unicef)



L'analyse budgétaire – pourquoi ?

Renforcer la prise de décision

En identifiant les secteurs et programmes qui investissent dans la nutrition, les décideurs disposent d'informations fiables pour orienter les priorités nationales et allouer davantage de ressources aux interventions les plus efficaces.

Plaider pour davantage de financements

L'analyse fournit des données objectives pour démontrer les besoins de financement et mobiliser des ressources nationales ou internationales supplémentaires



Mieux comprendre combien l'État investit réellement dans la nutrition

La nutrition est financée par plusieurs ministères et les dépenses sont souvent dispersées dans de nombreuses lignes budgétaires. L'analyse permet de mesurer l'effort réel de l'État en faveur de la nutrition.



Améliorer l'efficacité des dépenses publiques

Au-delà des montants budgétés, l'analyse mesure également les taux d'exécution budgétaire afin de vérifier si les ressources prévues sont effectivement utilisées. En Guinée, elle a notamment mis en évidence un faible taux d'exécution des dépenses nutritionnelles, révélant des défis de mise en œuvre et d'absorption des fonds.



Renforcer la coordination multisectorielle

La nutrition ne dépend pas uniquement du secteur de la santé ou de l'agriculture. L'analyse budgétaire permet d'identifier les contributions respectives de chaque ministère et de favoriser une meilleure coordination entre les secteurs concernés.

Former un noyau national d'experts en analyse budgétaire de la nutrition

Assurer une compréhension commune du processus des ministères

Collecter et analyser les données budgétaires

Collecte des documents budgétaires et à la revue des programmes relevant de leurs ministères respectifs par les membres de l'équipe nationale.

Classifier les dépenses

Identification et la classification des lignes budgétaires selon la méthodologie SUN, en apportant un appui méthodologique et un contrôle qualité tout au long du processus.

Processus

06

Définir des recommandations pour l'action publique

identification des principales pistes d'amélioration pour renforcer le financement de la nutrition, améliorer le suivi budgétaire et intégrer davantage la nutrition dans les processus de planification et de budgétisation.

05

Valider collectivement les conclusions

Atelier réunissant les ministères, la Primature, les partenaires techniques et financiers et la société civile afin de garantir leur cohérence et leur appropriation par l'ensemble des acteurs.

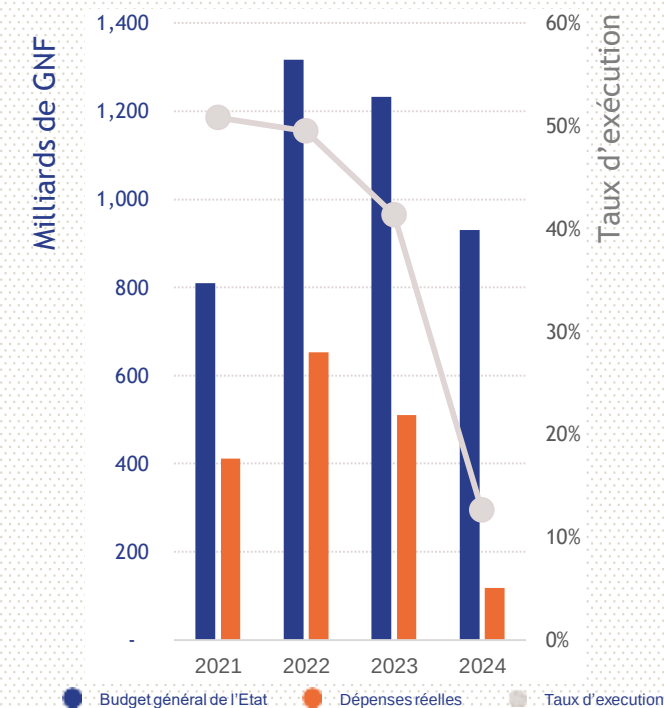
04

Consolider et interpréter les résultats

Avec l'appui des consultants, afin d'estimer les investissements publics consacrés à la nutrition, d'analyser leur évolution et d'évaluer les niveaux d'exécution budgétaire.

Résultats

Exécution budgétaire de l'état pour la nutrition



Les dépenses totales consacrées à la nutrition (spécifiques et sensibles) ont varié au cours des quatre dernières années, avec une forte réduction de 82 % entre 2022 et 2024. En moyenne, les dépenses totales consacrées à la nutrition représentent 2 % des dépenses publiques totales et 0,2 % du PIB.

La grande majorité des dépenses (soit une moyenne de 97 % au cours de la période) est orientée vers des interventions sensibles à la nutrition.

Le faible niveau, en tendance à la baisse, des dépenses spécifiques à la nutrition est préoccupant, car il révèle que les interventions clés, ayant un impact direct sur la nutrition, ne bénéficient que de ressources limitées.

Le montant budgétisé pour la nutrition est considérablement plus large que le montant effectivement payé. En 2021, par exemple, le montant nutritionnel budgétisé était de 809 milliards de GNF, comparé à un montant payé de 411 milliards de GNF. Le taux d'exécution (ligne grise) a donc affiché une nette détérioration, chutant de 51 % en 2021 à 13 % en 2024.

Cette forte baisse du taux d'exécution indique une faiblesse de la capacité d'absorption des ressources allouées, soulignant des défis opérationnels majeurs dans la mise en œuvre des programmes de nutrition.

Un taux d'exécution bas et déclinant met en péril la réalisation des objectifs du pays en matière de nutrition, car il indique que les ressources essentielles ne parviennent pas à être converties en services et en programmes pour les populations vulnérables. Cette situation compromet la crédibilité budgétaire du secteur et rend la planification et la mise en œuvre des projets difficiles.

DEVELOPPEMENT D'UNE PLATEFORME D'INFORMATION POUR LA NUTRITION EN GUINÉE

Cartographier les acteurs et
informer les parties prenantes



La coordination multisectorielle, indispensable pour améliorer la nutrition en Guinée

Multisectorielle par nature, la nutrition mobilise une multitude d'acteur aux interventions et priorités différentes. Une vision d'ensemble des acteurs et actions était indispensable pour assurer une meilleure coordination et efficacité de la nutrition en Guinée

Eclairer les décisions grâce à la connaissance des acteurs et des interventions

Dans un secteur aussi transversal que la nutrition — qui mobilise à la fois la santé, l'agriculture, la protection sociale, l'éducation ou l'eau et l'assainissement — l'absence d'une vision d'ensemble des interventions constitue un frein majeur à toute politique publique cohérente. Sans cartographie fiable des acteurs et de leurs actions, les décideurs naviguent à l'aveugle : impossible de savoir quelles zones sont sur-couvertes et lesquelles sont laissées pour compte, quels bailleurs financent quoi, ou quelles interventions se chevauchent sans le savoir. Réaliser un exercice de cartographie des acteurs et interventions en nutrition, c'est donc bien plus qu'un inventaire statique : c'est se doter d'un outil de pilotage stratégique, permettant d'objectiver les déséquilibres territoriaux et thématiques, de fonder les décisions budgétaires sur des données probantes plutôt que sur des intuitions, et de renforcer la redevabilité de chaque partie prenante vis-à-vis d'engagements nationaux et internationaux (comme le Mouvement SUN ou les sommets Nutrition pour la Croissance). En transformant une information jusque-là fragmentée et statique en un système dynamique, actualisable et partagé, ce type de projet crée les conditions d'une coordination multisectorielle réelle — condition sine qua non pour transformer des politiques ambitieuses en résultats concrets sur le terrain.

Objectifs

Face à ces enjeux, le projet EU4SUN, financé par l'Union Européenne, s'est donné pour mission de renforcer la gouvernance nutritionnelle en Guinée à travers la réalisation d'une cartographie exhaustive des acteurs et des actions en nutrition et la création d'une plateforme regroupant les informations essentielles sur les indicateurs, les acteurs et les actions mises en œuvre en Guinée.

1. Recenser les acteurs impliqués en nutrition et leurs zones d'intervention à travers les 8 régions administratives de la Guinée.

2. Analyser les types d'actions menées, en différenciant les interventions spécifiques à la nutrition et celles sensibles à la nutrition.

3. Proposer des recommandations opérationnelles pour améliorer la coordination, maximiser l'efficacité des interventions et répondre aux besoins identifiés.

4. Renforcement de capacité : Formation des acteurs locaux à l'utilisation des outils de collecte de données et de la plateforme interactive

CHIFFRES CLES

1^{ère}

Plateforme d'information
sur la nutrition en Guinée

NOMBRE D'ACTEURS
RÉPERTORIÉS

354

ENQUÊTE TERRAIN

14

Équipes d'enquêteurs
déployées

NOMBRE D'INTERVENTIONS
DOCUMENTÉES

400

FORMATION

35

Personnes formées à
l'utilisation de la plateforme

Actions mises en œuvre

Collecte des données

- Outil : Kobo-collect
- Période de collecte : Novembre 2024.
- Zones couvertes : 33 préfectures et les 5 communes de Conakry -8 régions
- Equipe déployée : 8 superviseurs (1 par région) – 38 agents de collecte (1 par district)

Constitution de la base de données

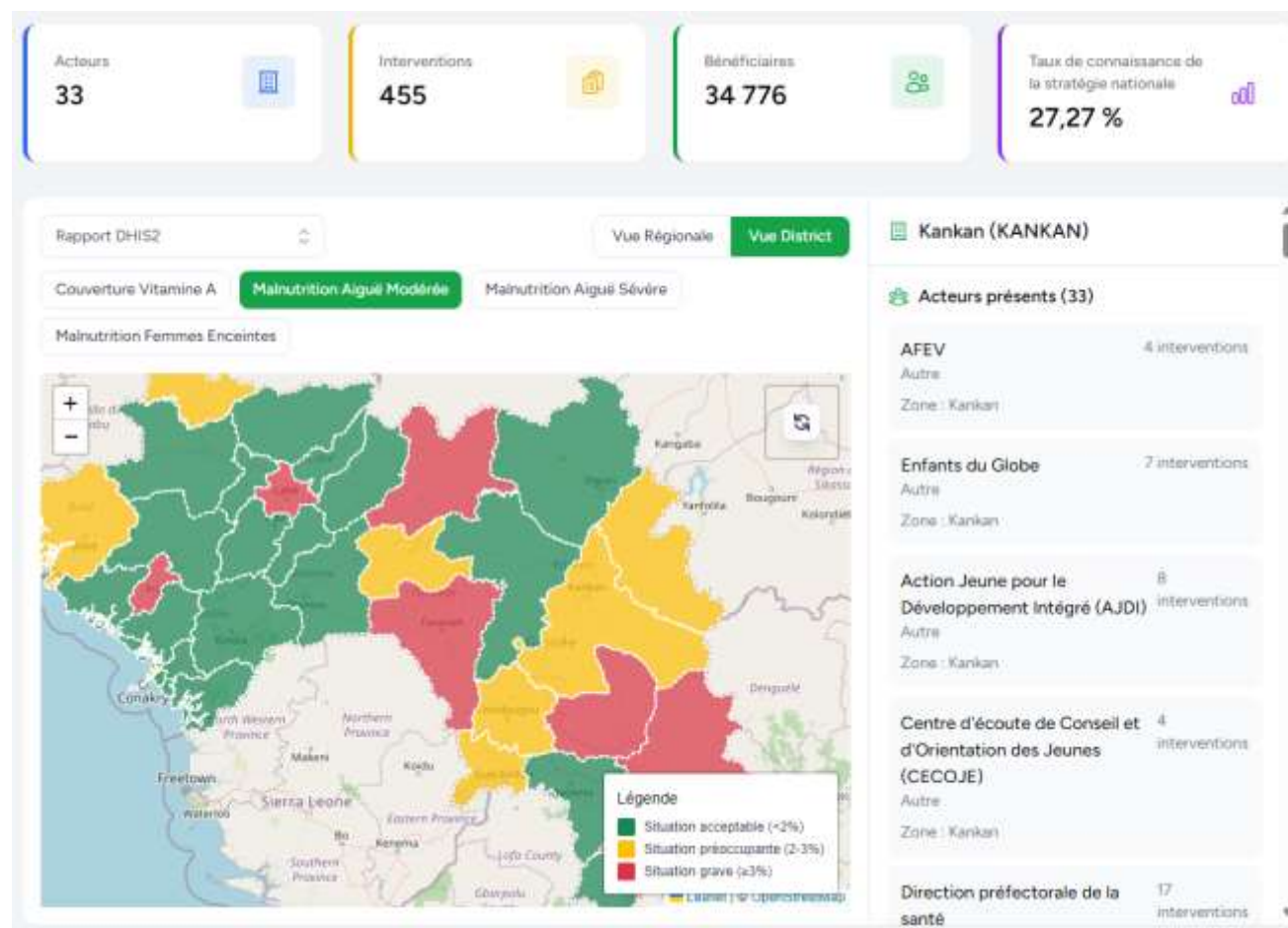
- Centralisation et vérification préliminaire
- Nettoyage des données :
- Qualités et contrôles avancés

Développement de la plateforme de cartographie

- Conception de la base de données en ligne et intégration des données
- Développement de l'interface utilisateur
- Implémentation des fonctionnalités
- Tests utilisateurs

Formations des utilisateurs et déploiement

- 2 Sessions de formation
- Développement du manuel d'utilisation
- Déploiement
- Support aux utilisateurs



Source : capture de la plateforme nutrition en ligne <https://siigna.org/>

La plateforme développée permet de visualiser les indicateurs nutritionnels au niveau national

Dans chaque districts les interventions et les intervenants sont répertoriés et les informations sont accessibles à tous les utilisateurs de la plate-forme



Atelier de restitution de la mission - Conakry

Résultats et recommandations

Concrètement, l'exercice mené en Guinée a permis de recenser 354 acteurs et près de 400 interventions nutritionnelles à l'échelle des 38 districts sanitaires du pays, puis de les intégrer dans une base de données géoréférencée accessible en ligne via la plateforme SIIGNA (siigna.org) — offrant recherche multicritère, visualisation cartographique interactive et tableaux de bord dynamiques.

Au-delà de l'inventaire, l'analyse a mis en évidence des déséquilibres structurels : une concentration marquée des interventions sur la santé et les enfants de moins de 5 ans, des régions comme Kankan et Nzérékoré nettement sous-couvertes, et un manque de financement identifié comme le frein numéro un par les acteurs eux-mêmes

Sur cette base, les recommandations formulées convergent vers cinq priorités :

- ancrer institutionnellement l'outil au sein de l'instance de coordination nationale (ici le CNMSAN),
- garantir sa maintenance technique et financière dans la durée, pérenniser les compétences des utilisateurs par une formation continue,
- faire évoluer la plateforme vers plus d'interopérabilité avec les systèmes sectoriels existants (DHIS2 notamment),
- sécuriser les ressources nécessaires à sa pérennisation — le tout dans une logique où l'outil numérique n'a de valeur que s'il est activement approprié et alimenté par les acteurs qu'il est censé coordonner.

Le projet EU4SUN

Financement : UNION Européenne

Budget Total: 6,4 M €

Mise en œuvre: FIAP et Expertise France

2023-2026

30 pays d'Afrique – 7 pays d'Amérique Latine et caraïbes

EU4SUN projet vise à intensifier et améliorer les interventions en matière de nutrition dans les pays membre du SUN à travers un dialogue multipartite et la coopération intra- et inter-régionale sur les questions de malnutrition

Il adopte une double échelle d'intervention : en priorisant le leadership des pays membres et leurs priorités nationales pour initier des changements systémiques, tout en menant des initiatives régionales qui encouragent la coopération et le partage d'expériences entre pays. Grâce à une approche agile et flexible, le projet ajuste et définit ses actions au fil du temps afin de répondre aux besoins spécifiques des pays partenaires et du Mouvement SUN, tout en s'adaptant aux évolutions. Ce modèle inclusif mobilise l'ensemble des parties prenantes – gouvernements, société civile, jeunes, partenaires internationaux et secteur privé – pour élaborer des solutions durables et adaptées aux défis de la nutrition.